

**À l'initiative
du CNDF
et de Femmes
Solidaires**

**Les premiers
signataires**

- ANCIC
- APEIS
- AWSA-France
(Arabian Women
Solidarity Association)
- Association Droits
des Femmes XXe
- CADAC
- Chiennes de garde
- Collectif de Pratiques
et de Réflexions Féministes
« Ruptures »
- CGT-Jeunes
- Collectif 13 DDF
- Coordination Lesbienne
en France
- CQFD-Fierté lesbienne
- Fédération IFAFE
(Initiatives des Femmes
Africaines de France
et d'Europe)
- Féministes Laïques
Algériennes et Iraniennes
- Femmes Libres
- Femmes en Noir
- Forum Femmes Méditerranée
- LDH
- LFID (Ligue des Femmes
Iraniennes pour la Démocratie)
- LMDE
- Les Alternatifs
- Les Jeunes Radicaux de Gauche
- Les Jeunes Verts
- Les Verts
- Maison des Babayagas
- MFPF
- Mix-Cité Orléans
- Mix-Cité Paris
- MJS
- Négar
- NPA
- Organisation de Femmes Égalité
- Paroles de Femmes
- PCF
- Parti de Gauche
- PS
- Pluri-Elles Algérie
- RAJFIRE
- Réseau Féministe « Ruptures »
- SOS Femme Alternative
- SOS SEXISME
- Sud Étudiant
- UGICT-CGT
- UGICT-CGT
des Organismes sociaux
- UNEF
- UNL

**Appel
à la mobilisation
pour les droits
des femmes
17 octobre 2009
à Paris**

En France, en 2009, les femmes perçoivent des salaires inférieurs de 21 % à ceux des hommes, elles représentent 80 % des travailleurs pauvres, assurent l'essentiel du travail ménager et de l'éducation des enfants. 85 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes et leurs retraites sont en moyenne inférieures de 600 € par mois. Une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son conjoint. Une femme est violée toutes les 10 minutes.

En situation de crise...

Notre pays connaît une crise sans précédent de par sa longévité et la brutalité de ses attaques sur nos vies. Personne n'est épargné, jeunes, retraité-es, actifs, chômeurs, migrant-es... Dans cette situation d'une violence inouïe, les femmes sont une fois de plus en première ligne des mauvais coups : précarité, inégalité salariale, travail à temps partiel imposé, chômage... Alors que le gouvernement remet en cause des acquis sociaux du Conseil National de la Résistance largement portés par les femmes, ces dernières suppléent à la diminution des missions de services publics.

Le respect des droits des femmes est fondamental.

La défense des droits des femmes a tendance à être reléguée au second plan alors qu'elle serait une réponse sociale à la crise. Nous avons toutes et tous intérêt à l'égalité. Nous devons remettre l'égalité des droits sur le devant de la scène. La lutte contre les préjugés sexistes et l'homophobie doit être au cœur des projets du service public de l'Éducation Nationale pour répondre pleinement aux aspirations d'une future société égalitaire. Femmes et hommes, dans l'unité, nous imposerons d'autres choix au gouvernement et à l'ordre mondial pour faire reculer la casse de tous les acquis obtenus par nos luttes au XXe siècle.

Nous sommes mobilisées pour :

LA LIBERTÉ de disposer de son corps. Notre corps nous appartient : il faut garantir le droit à la contraception, à l'avortement partout sur le territoire, ainsi que le droit, pour toutes et pour tous, de choisir sa sexualité.

L'AUTONOMIE financière et du temps pour vivre : il est grand temps que des mesures contraignantes soient prises pour rendre effective l'égalité dans le monde du travail. Cela passe également par une répartition égale des tâches ménagères, aujourd'hui assumées à 70 % par les femmes.

LA DIGNITÉ avec le vote et l'application de la loi cadre contre les violences faites aux femmes, loi déposée au Parlement par le Collectif National Droits des Femmes. De nombreuses femmes sont victimes de violences, uniquement parce qu'elles sont femmes. 48 000 femmes sont violées chaque année en France (source : ENVEFF) et des milliers sont victimes de la prostitution qui est une véritable violence faite aux femmes.

LA LAÏCITÉ est un fondement de notre société que l'on ne doit pas remettre en cause pour garantir les droits des femmes. La lutte contre le sexisme passe par la défense d'une société qui repose sur la séparation des Églises et de l'État. Nous refusons que des réactionnaires et intégristes de tous poils, encouragés par certains responsables religieux remettent en cause nos droits. **L'ÉGALITÉ** dans la vie politique, économique et sociale. Nous voulons l'application stricte des lois régissant les mesures contre les discriminations sexistes et lesbophobes. Alors que les inégalités sont si fortes entre les femmes et les hommes, les services publics constituent également un élément déterminant pour les femmes dans l'accès aux soins, à l'école et aux services de la petite enfance.

LA SOLIDARITÉ dans la lutte pour les droits des femmes du monde entier et égalité pour les femmes migrantes venues en France qui subissent une double discrimination. La France doit véritablement être une terre d'asile pour les femmes victimes de violences et de mutilations génitales à travers la planète.

Pour en savoir plus

- www.collectifdroitsdesfemmes.org
- www.femmes-solidaires.org
- www.mobilisationdroitsdesfemmes.com